

L'édito

Quelles perspectives pour le mouvement d'émancipation ?

Le 17 mai, lors d'une AG en visioconférence, notre Réseau a débattu de l'état des gauches et de l'évolution de la situation économique et sociale. Deux thématiques qui s'imbriquent intimement, tant l'offensive menée par le capital contre les classes populaires pèse sur la capacité des gauches à proposer des réponses susceptibles de mobiliser notre camp social.

Alors que les néo-fascistes sont à la porte du pouvoir et que l'aspiration à l'unité est largement partagée à la base, les forces de gauche restent profondément divisées – entre elles et en leur sein même pour plusieurs d'entre elles. Effet de la crise multiforme que nous traversons, cet émiettement résulte aussi de l'incapacité des forces de gauche à sortir du piège des institutions de la 5ème République. Malgré les menaces qui s'accumulent, elles font comme si la situation n'appelait pas des réponses de fond et une mobilisation exceptionnelle de la société.

Pourtant il y a urgence ! Dans le monde, en 2025 la fortune des milliardaires a augmenté 3 fois plus vite que pendant les 5 années précédentes pour atteindre 18300 milliards de dollars cumulés. En France, depuis l'arrivée au pouvoir de Macron, la fortune des milliardaires a doublé ; un gain de plus de 220 milliards d'euros ! La politique de l'offre des gouvernements

Macron n'a servi que les intérêts du capital : la consommation des ménages recule, la hausse des prix est de 2,2% en avril et le revenu disponible a baissé depuis le début de l'année. Les questions du chômage et de la précarité restent centrales et augmentent le sentiment de "vulnérabilité" chez les salariés.

Dès lors, quelles perspectives pour le mouvement d'émancipation ? En ce 90ème anniversaire du Front Populaire, il est utile de revisiter ce que fut l'extraordinaire mouvement antifasciste qui aboutit aux grèves et aux conquêtes du Front Populaire ; conquêtes qui ont marqué durablement l'imaginaire collectif. Comment s'appuyer sur la prise de conscience de la montée des inégalités pour construire avec toutes et tous une issue positive, un chemin pour une société vivable et désirable, permettre de vivre dignement ? Comment, face à la menace néo-fasciste constituer d'urgence un front antifasciste qui rassemble largement ? C'est à ces tâches que, à la mesure de ses moyens, notre Réseau entend contribuer avec d'autres.

Pour retrouver les introductions à ces deux débats :

- [État de la gauche](#)
- [La situation économique et sociale](#)

Décarbonation à marche forcée ?

Macron vient de donner un coup de com sur le plan d'électrification massive annoncé le 10 avril par Lecornu. Alors que les énergies fossiles représentent encore 60 % de la consommation énergétique de la France, il s'agirait de réduire drastiquement leur part à l'horizon 2030 – moins 20 % envisagé pour le gaz. Trois secteurs sont particulièrement visés :

- le logement : interdiction des chaudières à gaz dans les nouveaux logements collectifs (c'est déjà le cas pour les maisons individuelles) et accélération de l'installation des pompes à chaleur. Deux millions de logements HLM alimentés en gaz devraient être « reconvertis » d'ici 2050.
- le transport : soutien accru aux véhicules électriques via le leasing social et des aides ciblées pour les entreprises. L'objectif serait une production annuelle de 1 million de véhicules en France en 2030 (200 000 produites en 2025)
- les activités économiques avec, en particulier, des mesures pour l'électrification des outils de travail des PME, artisans et commerçants

Dicté par la conjoncture liée à la guerre dans le Golfe persique plutôt qu'à une volonté de réelle transition énergétique, ce « plan » sent l'improvisation. Si l'objectif de sortir des énergies fossiles est louable, il s'agit surtout d'étouffer une colère qui grandit face à l'envolée des prix du gaz et des carburants alors que ce gouvernement refuse toujours de s'attaquer aux surprofits des compagnies pétrolières. Dans son contenu, il n'est pas sans poser questions :

- les moyens prévus pour le mettre en œuvre passeraient de 5,5 à 10 milliards d'€ par an, en réorientant des crédits existants. Où ce gouvernement va-t-il aller chercher l'argent !
- ce plan justifie la relance du nucléaire et néglige le nécessaire effort de sobriété et les autres sources d'énergie : réseaux de chaleur, solaire passif...
- Il vise à substituer l'électricité aux énergies fossiles sans rien changer aux logiques productivistes. Il ne peut y avoir de véritable transition écologique sans remettre en cause les modes de production et de consommation capitalistes et l'organisation du territoire qui en découle : Quelle place pour les transports en commun pour réduire l'usage de la voiture individuelle ? Quelle relocalisation des productions face à la circulation des marchandises ?

- enfin, rien n'est dit de l'accompagnement des salarié-es qui seront impacté-es par ces transformations tant dans les industries concernées (automobile, filières énergétiques) que chez les artisans. Quels plans de formation et de reconversion professionnelle ?



exemple de solaire passif :
le mur Trombe

Migrations : les droits humains contre l'arbitraire

Depuis dix ans un chemin migratoire passe par la frontière de Montgenèvre dans les Hautes-Alpes. Ce lieu est un des miroirs de la situation des personnes migrantes qui arrivent en France. Elles viennent par les routes des Balkans et de la Méditerranée. Elles sont parties à cause de conflits, de persécutions, de la pauvreté ou de catastrophes climatiques. Elles souhaitent rester en France ou continuer leur chemin.

Elles se heurtent aux frontières : celle matérielle, qui n'existait plus dans l'espace Schengen et qui a été remise en place en 2015 en France et qui est défendue par la Police aux frontières (PAF). Elles demandent l'asile : c'est un droit inscrit dans le préambule de la constitution de 1946 : « Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté, a le droit d'asile sur les territoires de la République ». Ou elles sont des mineures non accompagnées et doivent donc être accueillies et protégées. Ces droits ne sont pas toujours respectés car certain-es de ces exilé-es sont renvoyé-es en Italie.

Toutes les associations qui travaillent à la frontière dénoncent très régulièrement les atteintes intolérables aux droits fondamentaux dont sont victimes ces personnes, alors même que la France a été condamnée à plusieurs reprises, notamment par la Cour européenne des droits de l'homme. Plusieurs missions ont dénoncé les conditions d'accueil inhumaines et dégradantes dans les locaux de la PAF.

Lorsque leur demande d'entrée est acceptée, c'est le début d'un long parcours. Elles peuvent ne pas obtenir le statut de réfugié-es ou de mineur-es. Elles sont alors destinataires d'obligations de quitter le territoire français, rejoignant les personnes qui sont rentrées sans visa, c'est à dire « illégalement » : elles sont alors dans une situation inextricable.

Jeunes familles ou célibataires, ce sont des personnes qui souhaitent rester en France et qui, souvent, ne peuvent plus retourner chez elles. On les confine dans des lieux d'hébergement d'urgence ; elles ne peuvent pas travailler sans titre de séjour alors qu'elles pourraient le faire dans les métiers en tension. Elles ont des compétences. Elles parlent français ou l'apprennent rapidement. Mais on les invisibilise.



Nous défendons la liberté de circulation et d'installation : c'est un droit garanti par l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme depuis 1948.

Nous nous battons juridiquement et politiquement pour que ces personnes obtiennent un titre de séjour et puissent s'installer en France.

Témoignage : 22 mai 2026, 10 h

«J'accompagne X au commissariat pour la dernière fois : 45ème jour de son assignation à résidence (alors qu'il est en recours contre son OQTF...). Il a une compagne (qui n'a pas d'OQTF) et deux enfants de 5 et 2 ans et il travaille sans titre de séjour. Pendant tout ce temps, il a quitté son travail pour aller signer... Par contre Y qui terminait aussi son assignation, a eu un renouvellement de 45 jours... C'est une jeune maman célibataire qui tente un titre de séjour pour enfant malade : son petit garçon a un problème neurologique.

Lors d'un de nos passages (3ème jours de pointage) le policier de service nous a dit qu'il devait nous transmettre un message de la préfecture : «quand on vous dit de pointer à 10h, ce n'est pas 9h45 ou 10h05», mais eux cela ne les dérangeait pas, ils préféraient que les personnes se succèdent. Conclusion : on a passé la consigne «vous mettez 10h, peu importe l'heure à laquelle vous arrivez».

Nous accompagnons ces personnes parce que nous avons peur que la Préfecture donne l'ordre de les retenir au commissariat en attendant de les embarquer dans un Centre de rétention administrative. »

Extrême droite : un début de riposte salutaire



L'attention médiatique a été focalisée, au Festival de Cannes, par la déclaration de 600 artistes contre l'emprise croissante de Bolloré sur la vie culturelle et les menaces de représailles proférées par Maxime Saada – son homme-lige à la tête de Canal+. Dans la même période, parue dans Libération, une tribune, signée par plus de 1000 chercheurs, artistes et intellectuels, appelle à la constitution d'une coalition des résistances artistiques, culturelles et scientifiques (Cracs) pour contrer la montée de l'extrême droite.

Les signataires prennent acte que la progression électorale du RN s'appuie sur un ensemble de causes : management néo-libéral, dégradation des services publics, difficultés à vivre croissantes, sentiment de déclassement, offensive idéologique réactionnaire de l'extrême droite et de la droite (masculinisme, stigmatisation des immigrés, obsession sécuritaire)... A juste titre, pour les signataires « endiguer le RN et ceux qui favorisent ses orientations, ne passera pas simplement par des votes » car la bataille culturelle contre la menace néofasciste aura été perdue. C'est le sens de leur appel à se « coaliser contre les

soubassements culturels de l'extrême droite » et à « inventer un nouvel imaginaire politique qui rendra les rapports sociaux égaux, libres, joyeux, hospitaliers ». Ils tiendront une première **rencontre nationale le 30 mai à la mairie de Montreuil**

Dans le contexte inquiétant que nous vivons, cette tribune est un début de riposte absolument salutaire. Elle devrait vite essaimer.

Qui sommes-nous ?

Nous proposons à toutes celles et ceux qui le souhaitent, de créer un réseau coopératif de gauche alternative, d'ouvrir un espace de réflexion et d'action ancré dans les mobilisations et les initiatives « d'utopie concrète » : vivre, travailler, accueillir, agir autrement. Ce réseau est ouvert à tous-tes. Chacun-e y a sa place quels que soient ses engagements militants ou pas.

Unitaires, participons à la construction d'une alternative de gauche ancrée à la base dans des collectifs locaux du NFP.

Révolutionnaires, faisons émerger, avec d'autres, un mouvement politique de gauche alternative, anticapitaliste et autogestionnaire, écologiste et féministe, anti-raciste et anti-validiste, internationaliste et altermondialiste.

pour nous contacter : enseblegauchealternative@proton.me